



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

Papers downloaded from AgEcon Search may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Une expérience pilote d'information de masse dans le cadre d'un plan de développement régional concerté à long terme : le Nord-Finistère

N. Cannat

Résumé

Pour promouvoir le développement économique et social du Nord-Finistère, la SEMENF (1) a relié les activités économiques de la région et les hommes qui en sont responsables, puis mis en place de nouvelles structures. Enfin, avec l'appui financier de l'Etat, elle a procédé à une information de la population qui permette à celle-ci de s'associer à l'action de développement. L'étude faite par la SARES à la demande de la SEMENF, a permis de définir la population agricole et rurale de la région. L'utilisation des petits groupes de base, le travail, à différents niveaux, d'équipes homogènes, l'emploi de supports matériels bien choisis, ont permis de mener une campagne d'information efficace.

Abstract

To promote economic and social development of an area in Brittany, the SEMENF (1) was set up. This board engaged in various development actions, trained leaders set up new institutions. It appeared necessary also to inform the whole population of the area in order that it should become more responsive and participate more. The SARES, a private consulting firm, was responsible for this. It first studies the farming and rural population of the area and determined sub groups. The information program could then be launched using small groups, working at each level. They were helped by special teams of social workers using specially prepared informational material.

Citer ce document / Cite this document :

Cannat N. Une expérience pilote d'information de masse dans le cadre d'un plan de développement régional concerté à long terme : le Nord-Finistère. In: Économie rurale. N°84, 1970. La région, image ou réalité ? pp. 37-42;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1970.2101>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1970_num_84_1_2101

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Décloisonner les activités économiques d'une région, et les hommes qui en sont responsables, tel a été le premier objectif de la SEMENF. Ensuite elle a procédé à la mise en place de nouvelles structures, et, avec l'appui financier de l'Etat, une information de la population qui permette à la masse de s'associer à l'action entreprise.

UNE EXPÉRIENCE PILOTE D'INFORMATION DE MASSE DANS LE CADRE D'UN PLAN DE DEVELOPPEMENT REGIONAL CONCERTE A LONG TERME : LE NORD-FINISTÈRE *

par N. CANNAT

O.T.A.M. - S.A.R.E.S.

creative commons
BY:
=

Pour promouvoir le développement économique et social du Nord-Finistère, la SEMENF (1) a relié les activités économiques de la région et les hommes qui en sont responsables, puis mis en place de nouvelles structures. Enfin, avec l'appui financier de l'Etat, elle a procédé à une information de la population qui permette à celle-ci de s'associer à l'action de développement.

L'étude faite par la SARES à la demande de la SEMENF, a permis de définir la population agricole et rurale de la région. L'utilisation des petits groupes de base, le travail, à différents niveaux, d'équipes homogènes, l'emploi de supports matériels bien choisis, ont permis de mener une campagne d'information efficace.

A pilot program for mass information of rural population in an area involved in a long term development Plan

To promote economic and social development of an area in Brittany, the SEMENF (1) was set up. This board engaged in various development actions, trained leaders set up new institutions. It appeared necessary also to inform the whole population of the area in order that it should become more responsive and participate more. The SARES, a private consulting firm, was responsible for this. It first studies the farming and rural population of the area and determined sub groups. The information program could then be launched using small groups, working at each level. They were helped by special teams of social workers using specially prepared informational material.

LA SITUATION

L'ACTION DE LA SEMENF (1)

L'action d'information dont il va être question a été demandée à la SARES dans le courant du mois de septembre 1965, par la SEMENF, Société d'Economie

Mixte d'Etudes du Nord-Finistère, dont la vocation est de promouvoir le développement économique et social du Nord-Finistère.

Rassembler les énergies

A la fondation de la SEMENF (fin 1963) a présidé un souci de décloisonnement des activités économiques de la région, et des hommes qui en sont responsables.

(1) Société d'économie mixte du Nord-Finistère, Morlaix, Finistère.

* Extrait de l'Etude réalisée par la S.A.R.E.S. sur « L'information de masse des agriculteurs » (1966).

Jusqu'alors, en effet, l'agriculture, l'industrie, les activités de service (tourisme et commerce en particulier) se traçaient des routes indépendantes, se fixaient des objectifs parfois divergents, alors que ces activités sont au service d'une même population et que leurs avenirs sont interdépendants.

A ce cloisonnement des activités correspondait un cloisonnement des hommes auxquels l'occasion n'était pas donnée de se retrouver régulièrement pour examiner ensemble leurs problèmes, et penser ensemble l'avenir de la région.

La SEMENF est donc avant tout un carrefour où se retrouvent les responsables des divers secteurs de l'économie régionale, agricoles et non agricoles, les représentants des collectivités publiques : Conseil général, Ville de Brest, Syndicat intercommunal de 115 communes (sur 160), les représentants du secteur privé (Organisations économiques et professionnelles), les représentants élus, et les représentants de l'administration.

Elaboration du plan concerté, à long terme

De mars 1964 à mars 1965, une équipe de travail a réuni avec le concours d'animateurs de la SARES, les éléments d'un double dossier d'études sur la région :

- * dossier des chances économiques (agriculture, industrie, services, équipements collectifs),
- * dossier des chances et des contraintes humaines.

A partir de ces études, a été élaboré un programme de développement à 20 ans du Nord-Finistère, qui a été présenté au Préfet du Finistère en avril 1965, et de mai 1965 à mars 1966 aux représentants de l'administration centrale à Paris (ministère de l'Agriculture, délégation à l'Aménagement du territoire, Commissariat au plan, ministère de l'Équipement, ministère des finances, Cabinet du premier ministre...).

Mise en place de structures et information de masse

Au mois de septembre 1965, il apparaît aux dirigeants de la SEMENF que le succès de l'action de développement entreprise dépend de la convergence de trois facteurs :

* La mise en place de structures capables de répondre aux espoirs éveillés. Après avoir décloisonné, il faut alors, pour passer des études aux réalisations, favoriser à l'intérieur de la SEMENF (constituée à l'époque d'un directeur et d'une secrétaire) un certain recloisonnement en engageant un responsable de haut niveau pour chacun des principaux secteurs d'activités (aménagement agricole, promotion industrielle, promotion touristique, études).

* L'appui financier de l'Etat, répondant à la volonté d'action manifestée de façon concrète par le Syndicat intercommunal du Nord-Finistère et les organismes publics et privés représentés dans le conseil d'administration de la SEMENF.

* Une information de la population qui permette à la masse de s'associer à la démarche accomplie par ses leaders, en prenant connaissance du dossier traduisant la situation économique et sociale de la région. Pour que surgisse une volonté d'action commune, il faut en effet élargir les bases d'une adhésion qui ne doit pas reposer seulement sur le prestige de ces responsables, mais aussi sur une connaissance des problèmes partagée avec eux.

En donnant au plus grand nombre possible de personnes les moyens d'analyser la situation, comme l'ont fait les responsables, on peut prévenir dans une certaine mesure les risques de rupture et de stérilisation de l'effort commun.

PRINCIPES GENERAUX DE L'ACTION

BIEN DEFINIR LA POPULATION

Bien que la SEMENF ait pour mission de promouvoir le développement global du Nord-Finistère (450 000 h.), ses responsables ont décidé de concentrer la campagne d'information sur la population agricole et rurale, puisque tout le plan concerté à long terme repose sur les décisions prises par les agriculteurs.

Ceux-ci représentent environ 150 000 personnes, soit 42 % de la population globale. Ils travaillent dans 23 000 exploitations d'une superficie moyenne de 8,50 ha. La surface moyenne des parcelles est de 40 ares.

La population agricole se trouve répartie en trois sous-régions ayant des caractéristiques très différentes : la région légumière de St-Pol, la région polyculture élevage du Léon et la région pauvre des Monts d'Arrée.

SAVOIR OU VA LA POPULATION

La SEMENF a fait faire par la SARES une étude sur ces 23 000 exploitations, selon les méthodes des échelles hiérarchiques.

Cette étude permet de savoir :

- combien et qui pensaient (plus ou moins) quitter l'agriculture ;
- combien et qui étaient (plus ou moins) adaptables à de nouvelles cultures ;
- combien et qui accepteraient (plus ou moins) les disciplines collectives ;
- combien et qui étaient (plus ou moins) prêts à prendre des responsabilités ;
- combien et qui étaient prêts (plus ou moins) à prendre leur retraite, à quel prix, dans quelles conditions de logement.

Bref le SEMENF possédait une mesure de sa population et savait le sens de son évolution.

SUSCITER UN VRAI DIALOGUE AVEC TOUS

— L'étude a montré que les agriculteurs du Nord-Finistère lorsqu'ils prennent une décision agissent pour 1/3 à cause de leurs convictions personnelles et pour 2/3 par confiance envers leurs dirigeants. Ceux-ci ont compris que si un jour ils ont à demander à leurs adhérents des décisions qui les engagent beaucoup plus, il faut auparavant agrandir le champ des convictions *personnelles*.

— Pour cela, la campagne d'information ne doit pas avoir pour objectif de convaincre une fois de plus les agriculteurs, mais de susciter avec eux tous *un vrai dialogue* ; il faut donc qu'ils prennent conscience de leurs vrais problèmes, qu'ils puissent critiquer ce qu'ils savent des actions entreprises et faire des suggestions.

— Toute une série de conflits doit être désamorcée. Ces conflits (entre la campagne et le bourg, entre les exploitants de pointe et les autres, etc...) tendent, en effet, à s'institutionnaliser en perpétuant des attitudes négatives qui entraînent une perte d'énergie : paternalisme de certains notables, repliement sur eux-mêmes des commerçants qui se coupent ainsi des grandes sources de culture de la campagne, tentation chez les exploitants évolués de copier inconsidérément les méthodes de l'industrie pour mieux se distinguer d'une masse rétrograde et méprisée, hostilité irraisonnée de tous ceux qui se sentent menacés vis-à-vis de ceux « qui s'en tirent » etc...

Comment renverser le courant ? En fournissant l'information manquante, en communiquant à la masse la connaissance accumulée par l'élite, en l'aïdant plutôt à la redécouvrir.

LES ATTITUDES NECESSAIRES

Dans les faits, un tel renversement nécessite de la part des leaders eux-mêmes une certaine mutation intérieure qui repose sur les faits suivants :

Il faut moins chercher à convaincre lorsqu'on apporte une information, qu'à donner les éléments permettant aux autres de se convaincre eux-mêmes.

Ces éléments sont d'ordre quantitatif : un *minimum* d'information de base est nécessaire pour porter un jugement réaliste et non passionnel. Ce sont aussi des éléments d'ordre qualitatif : information n'est pas gavage. Il faut *structurer* l'information pour en faciliter l'assimilation.

Le besoin des autres

Rien a priori ne prouve que celui à qui l'information est apportée n'en fera pas un meilleur usage que celui qui la donne. Il faut donc repartir à la *découverte* avec ceux dont on souhaite obtenir l'adhésion, appor-

ter une information *ouverte*, qui stimule la réflexion au lieu de l'enfermer dans un cadre, si élaboré soit-il.

Accepter les risques

Travailler avec des hommes libres, c'est forcément courir des risques. La sincérité d'un informateur, sa bonne foi, peuvent toujours être contestées. Il faut donc accepter de faire un pari, et par la possibilité admise d'un échec, garantir l'absence de toute volonté de manipulation.

S'inspirant de ces attitudes de fond, les responsables de la SEMENF ont lancé la campagne et accepté à l'avance les conséquences de la méthode proposée par la SARES : créer du mouvement, c'est créer des déséquilibres passagers.

CREER DU MOUVEMENT

Le développement ne peut se faire à coups d'équipement, il suppose au fond de chacun, une volonté de progrès. La conscience de l'écart entre ce qu'on est et ce qu'on voudrait ou espère devenir, appelle l'effort, suscite le mouvement. La campagne d'auto-information cherche à amorcer ce mouvement, par trois actions successives :

- une action de *concentration* de la population sur sa situation : « où en sommes-nous » ? « que sommes-nous » ?
- une action d'*excentration* de la population vers l'avenir : « quels problèmes nous pose-t-il » ?
- une action d'*aspiration* : « quoi faire » ? « comment s'adapter ».

DEUX TYPES D'INFORMATION

Pour réussir ces trois actions successives, il existe deux types d'information :

- une information « *horizontale* » du type miroir, qui vise à fournir à la population une description de la situation actuelle et des problèmes posés dans leur logique interne (marché, prix, productions, structures, équipement, financement), présentée d'une manière neutre sans aller jusqu'aux solutions,
- une information *verticale* de type « outil », de réflexion critique, qui vise à susciter, à travers ce tableau objectif de la vie quotidienne, une libération *contrôlée* des énergies de changement, voire de révolte, cette force étant immédiatement canalisée vers des solutions constructives dont une partie importante doit *dépendre* des décisions des agriculteurs eux-mêmes.

UTILISER LES PETITS GROUPES DE BASE

Les échelles hiérarchiques sur l'information l'ont montré, il n'y a pas d'acquisition de connaissance nouvelle chez les agriculteurs sans une *dose de contestation*. Or le lieu privilégié de la contestation constructive, c'est le petit groupe (10 à 20 personnes).

L'expérience montre aussi que l'action sur des petits groupes est si efficace que lorsqu'elle est utilisée *seule*, l'élite progresse tellement vite qu'elle se coupe de plus en plus de la masse.

Aussi l'objectif de la campagne d'information du Nord-Finistère a été d'utiliser tous les petits groupes existants et d'en *susciter* de nouveaux en réinsérant leur action dans un processus de masse.

LES OUTILS NECESSAIRES

DES EQUIPES D'HOMMES

La campagne d'information du Nord-Finistère a été réalisée grâce à des équipes homogènes travaillant à des niveaux différents :

Niveau de la conception de la campagne, par l'équipe des leaders de tous les organismes de la région (50 personnes) ayant participé à l'élaboration du plan de développement à long terme dans le cadre de la SEMENF.

Niveau de la caution de la campagne par l'ensemble des élus locaux, (en particulier maires, mais aussi conseillers généraux, députés) et les représentants de l'administration qui ont assisté, présidé la plupart des réunions.

Niveau de l'animation et de l'exécution des diverses actions, par une équipe d'une *quinzaine* de conseillers ou techniciens prêtés à la SEMENF pour la durée de la campagne par les organismes agricoles (Chambre d'agriculture, coopératives, crédit, etc...).

Chaque membre a fourni l'équivalent de 3 mois de travail, répartis sur la campagne, et comprenant trois séminaires de plusieurs jours de formation (méthode).

Niveau du conseil de la formation et du contrôle par l'équipe de la SARES (2) qui a suivi toutes ces équi-

pes et assuré leur coordination dans le respect des étapes de la démarche.

LES SUPPORTS MATERIELS

Un montage de *diapositives* présente sous forme de vues, de chiffres, de graphiques simples, les *données essentielles* des problèmes posés à la région : présentation descriptive neutre (durée 1/2 heure).

Un film d'amateur montre sous une forme vivante les divers aspects de la *vie quotidienne* des exploitants de la région ; il est susceptible de servir de support à une *réflexion* sur les problèmes qu'elle pose.

Réenregistrés sur bande magnétique, des extraits d'entretiens réalisés auprès d'agriculteurs de la région pris au hasard, représentent les diverses opinions des habitants sur les problèmes posés, dans leur propre langage.

Un exposé introductif enregistré donne les raisons et objectifs de la campagne.

Des *accords* sont passés avec la Presse, la Radio, la Télévision régionales pour relayer toutes ces informations à certaines époques de la campagne et selon un certain ordre.

L'outillage comporte des projections, une sonorisation, des tableaux de papier, une camionnette, etc...

LA DEMARCHE

— L'ensemble de la démarche peut être fragmenté en 4 étapes :

1^{re} Etape : Préliminaires

- Elaboration avec les leaders régionaux des objectifs de la campagne.
- Rédaction, élaboration des divers documents (film, diapositives, etc...).
- Formation des animateurs.

2^e Etape : Test sur une sous-région

- Suivre toutes les étapes suivantes.
- Contrôle des résultats avec animateurs.

3^e Etape : Campagne sur l'ensemble de la région

Phase 1. — Réunion de petits groupes, dans chaque commune, après visites individuelles d'invitation aux leaders formels et informels.

— Présentation des documents *neutres* (environ 150 réunions réalisées) à 2 555 personnes.

Phase 2. — Campagne, Presse, Radio, Télévision :

- pour compléter l'information neutre ;
- pour la diffuser à la masse.

Phase 3. — Conférence choc, dans chaque canton :

- pour provoquer les réactions sur les informations données, les problèmes soulevés ;
- pour susciter des réflexions, des suggestions ;
- pour faire surgir des solutions.

(2) Spécialement N. Cannat.

Vingt-quatre conférences de ce genre, présidées le plus souvent par les élus locaux, ont groupé environ 5 000 personnes.

Phase 4. — Réunions de contrôle, au niveau des communes :

— pour recueillir les hypothèses de solution ;

— pour faire tirer les conséquences et exigences de chacune.

4^e Etape : Confrontation avec les leaders

Synthèse des propositions de la base ; présentation aux leaders ; réflexion.

DISCUSSION

M. Charpin. — Il y a lieu de rappeler ici les liens entre les recherches de régionalisation des organisations professionnelles agricoles et les travaux de la Fédération régionaliste française, dont le chef était Charles Brun.

J.-M. Gatheron. — Comment ont réagi les populations qui ont été informées dans le Nord-Finistère ?

On parle de « développement communautaire ». Or, ce mode dit de développement communautaire a pour résultat la désintégration des communautés naturelles de base, des communautés **authentiques**. Ensuite, celles-ci ne peuvent plus être reconstituées parce qu'on y a substitué, dans l'esprit des gens, les motivations de concurrence aux motivations d'entraide, en fait les rapports d'échange aux rapports de partage.

Dans le Nord-Finistère, il est manifeste que la population est impuissante surtout parce qu'elle est désunie. Sauf l'entraide technique indispensable en agriculture, elle participe intégralement à la civilisation fondée sur le système socio-logique dit « **sociétaire** » selon Tönnies, autrement dit à un système socio-économique concurrentiel, antinomique au mode sociologique « **communautaire** ».

Est-il possible, dans un tel système de trouver les mobiles et les structures capables d'établir une cohésion suffisante entre les différents secteurs économiques et socio-logiques d'un territoire déterminé ?

La division essentielle, dominante de notre époque, est provoquée par la tension entre l'agriculture et l'industrie. Elle s'étend au monde entier nationalement et internationalement. Je l'ai constaté dans plus de vingt pays et particulièrement en U.R.S.S. Depuis l'abolition du servage en 1861-63, l'histoire de la paysannerie russe condense l'histoire de la paysannerie occidentale, c'est-à-dire des transformations socio-économiques du pays. Or la période cruciale de cette histoire a été celle des années 1928-1930, pendant laquelle Staline a substitué, avec violence, le mode **sociétaire** d'association au mode **communautaire**, le mir. Il voulait ainsi imposer au milieu rural les « rapports de production » proprement industriels. C'est ce que nous nous efforçons en vain de faire en Occident. Or la tentative soviétique n'a pas réussi à établir des rapports spontanément dynamiques entre l'agriculture et l'industrie, à souder la ville et la campagne, les ouvriers et les paysans, but essentiel de la stratégie marxiste. Là comme ailleurs, se pose le problème de la découverte de l'ensemble des principes, c'est-à-dire la « doctrine » propre à assurer ces rapports sur toute base territoriale voulue. Elle n'apparaît pas dans les systèmes socio-économiques actuellement en vigueur dans le monde, capitalisme ou socialisme. Elle ne peut être qu'exprimée en idées simples comprises par chacun et susceptibles d'entraîner tout le monde, quelle que

soit l'étendue considérée. Il est probable qu'on ne les trouvera pas sans les chercher.

N. Cannat. — C'est précisément pour chercher ces nouveaux modes de relation entre groupes sociaux, d'un même territoire que des expériences du type Nord-Finistère ont été entreprises. La rapidité de l'évolution et la complémentarité des groupes, exigées par la complexité des problèmes à résoudre, imposent de s'unir pour ne pas subir l'avenir mais le construire.

J. de Frémont. — Y a-t-il eu animation après les études ? Sous quelle forme ? Avec quel financement ?

N. Cannat. — L'action d'information de masse a eu lieu un an après l'étude. Elle a servi à la compléter et à l'exploiter. Le financement a été assuré par la S.E.M.E.N.F., à laquelle l'ensemble des municipalités apportent leur concours.

P. Parmentier. — L'action entreprise dans le Nord-Finistère l'a-t-elle été aussi dans le reste de la Bretagne et notamment dans le Morbihan, département moins favorisé à tous égards sur le plan économique que le Finistère ?

N. Cannat. — Une réflexion et une action un peu semblables ont été menées dans le Sud-Finistère, avec le C.E.C.O.R., action à laquelle la S.A.R.E.S. a également participé.

J. Herblot. — Quel peut-être le profil de l'animateur de développement global ?

Le recrutement de l'animateur s'avère particulièrement difficile.

N. Cannat. — Parmi les traits de ce profil, on pourrait noter :

— **La technicité et la compétence.** On ne s'improvise pas animateur. C'est un art sans doute, mais cela devient de plus en plus une science, faisant appel à un peu de technique, qu'il faut savoir maîtriser, et à des types de démarches qu'il faut savoir programmer. L'animation risque d'être stérile sans la programmation.

— **La neutralité.** L'animateur ne devrait appartenir à aucun des groupes qui doivent se coordonner ; il ne doit pas être concerné par le contenu des choix et des objectifs. La neutralité complète n'existe pas, mais il faut la chercher sans cesse et se mettre dans les conditions qui peuvent la garantir.

— **La solidité morale.** Car au cours des opérations, les groupes en présence se déchargent souvent de leur agressivité mutuelle sur l'animateur. Il faut savoir et pouvoir l'assumer.

Nicole Mathieu. — Il est difficile, dit-on, de trouver des animateurs ; peut-être faut-il mettre ce fait en relation avec la nature même du travail de l'animateur. Reprenons l'exemple que nous a fourni le conférencier : une opération d'animation est lancée dans le secteur artisanal ; sur 150 artisans présents sur le territoire concerné, 20 environ sont touchés ; or qui sont ces 20 artisans, si ce n'est ceux qui essayent de maintenir ou de faire progresser leur position économique ? les autres, ou une grande partie des autres, n'ont même pas à le tenter car sans doute ils sont condamnés. Ainsi dans ce cas l'opération animation ne visait que ceux qui ont une chance dans le secteur en question. Pour les autres, quel type d'animation peut-on faire ? Il faut trouver des actions d'animation qui s'adressent à tous : l'animateur devrait avoir une connaissance exhaustive des habitants de son secteur.

Dans la plupart des milieux ruraux français, les actions de développement doivent à mon sens se faire dans l'intérêt du plus grand nombre et dans le sens du souhaitable à long terme. Mais là où il y a développement, il y a aussi mutation, élimination d'un certain nombre, accentuation des conflits d'intérêt. L'animateur doit dès lors avoir les idées extrêmement claires, ou des consignes et des principes d'action précises, pour ne pas tomber dans les deux écueils suivants : une action totalement aveugle, une action politique orientée mais inavouée.

Dans le milieu rural, l'administration a une politique ou devrait en avoir une, comme la profession. L'animateur doit savoir dans quel sens et pour qui il travaille. Même s'il est au service des ruraux en général, il doit avoir des principes d'action clairs, sinon il sera le jouet de forces en présence et fera le jeu des plus forts.

Ch. Touzan. — Quel est le coût global de l'action engagée dans le Nord-Finistère par la S.E.M.E.N.F. depuis 1963 ? Comment et par qui le financement a-t-il été assuré ?

N. Cannat. — Le budget de la S.E.M.E.N.F. est constitué de cotisation des municipalités (1 F par habitant) et des subventions diverses régionales (conseil général) et nationales.

Le budget d'animation propre, pour l'élaboration d'un plan de développement concerté à long terme sur un département, peut s'estimer à 200 ou 250.000 francs répartis sur 2 années (40 à 60 leaders et information de masse).

Michel Petit. — Ce qui ressort de cette discussion, c'est une grande carence de la réflexion théorique sur le développement économique. Les deux dernières communications relatent des expériences très intéressantes mais les leçons que l'on peut en tirer sont du domaine des règles empiriques. La question de J. Herblot sur le « profil » de l'animateur est une autre illustration de notre ignorance, puisque personne ne peut vraiment y répondre. Pour cela il faudrait savoir ce qu'est le développement et quels en sont les mécanismes.

N. Cannat. — La réflexion théorique sur la nature même du développement (au niveau économique mais aussi socio-logique) est, en effet, très peu élaborée. Il faudrait la pousser beaucoup plus loin. Mais cela ne peut se faire qu'à force d'expérimentations diverses et nombreuses.

La S.A.R.E.S. a animé en 1967-68 cinq opérations de développement, équipement, aménagement de petites et moyennes régions (Nord, Haut-Rhin, Ardèche, Drôme) dont la dimension varie de deux cantons à un demi-département, avec participation des leaders locaux (40-60) et des techniciens locaux (publics et professionnels), et avec information de la population.

Le ministère de l'Agriculture nous a demandé d'en tirer une « synthèse méthodologique » qui sortira sans doute pour l'été.

Nous croyons savoir que l'A.N.D.A. a entrepris des travaux importants de réflexion méthodologique sur le développement.